

L'UGTT, ou le rôle politique de l'unique centrale syndicale de Tunisie

Bien que syndicat unique, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) a toujours joué un rôle capital dans les mouvements sociaux. Si sa direction nationale a souvent été proche du pouvoir, ses unions régionales et ses cadres locaux ont de tout temps soutenu et accompagné les mouvements de protestation. L'implication de sa structure régionale dans les événements qui ont secoué Sidi Bouzid en constitue la meilleure preuve. L'UGTT a réussi là où les partis politiques ont échoué.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les commentateurs avisés qui suivent avec beaucoup d'attention les développements de la crise sociale en Tunisie oublient, trop souvent, de parler du rôle central que joue l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) dans l'épreuve de force ouverte et dont nul, aujourd'hui, ne peut prédire l'issue.

Pourtant, la place qu'occupe et que va occuper l'UGTT sera sans doute l'élément déterminant pour la survie ou l'effondrement total du régime de Ben Ali,

L'implication directe de la structure régionale de l'UGTT dans les événements de Sidi Bouzid

a créé un effet de feedback, obligeant sa direction nationale à rejoindre les mouvements sociaux.

L'UGTT a joué pleinement son rôle dans les semaines qui ont suivi les événements de Sidi Bouzid.

Pour preuve, dans son dernier communiqué, l'UGTT a été ferme dans sa position en plaçant ses revendications à un niveau clairement politique. Elle exige, ainsi, des réformes politiques dans le sens de la démocratie et le renforcement des libertés.

Le comité administratif, soit l'équivalent de la commission exécutive nationale (CEN) de l'UGTA, a dénoncé la situation de déséquilibre



Photo : D. R.

régional dans la politique de développement et demandé sa révision face à l'échec des investissements privés dans ces régions, malgré les privilèges fiscaux financiers et sociaux dont ils ont bénéficiés. L'UGTT a revendiqué le droit d'être représentée au sein des conseils régionaux et d'accorder à ses représentations le droit de siéger.

Elle a, en outre, exigé la libération de tous les détenus arrêtés suite à ces événements et réparation aux victimes, tout en dénonçant le siège imposé par la police aux maisons de ses représentations dans les régions et les agressions subies par les syndicalistes devant ses locaux. C'est à partir de cet instant que la centrale syndicale tunisienne est

reentrée de plain-pied dans la contestation politico-sociale.

Mais la principale question que se pose l'opinion publique internationale est celle relative à la capacité de mobilisation de l'UGTT et également à son ancrage au sein du monde du travail. Ainsi, en l'absence de partis politiques pouvant jouer un rôle de contre-pouvoir, c'est

l'UGTT qui fut appelée à jouer ce rôle. Déjà au milieu des années 80 et au début des années 90, un grand nombre d'intellectuels ont commencé à s'orienter vers l'UGTT.

Fondée en 1946 par Farhat Hached, «pour que les travailleurs sur leur propre plan participent à la lutte anticolonialiste», l'UGTT mena le combat pour l'indépendance nationale pendant ces années sombres où la violence coloniale se «déchaînait contre le peuple et les militants». Elle est l'organisation qui a osé tenir tête à Bourguiba pour défendre les intérêts des travailleurs et qui le paya plusieurs fois par l'arrestation et l'exil de ses dirigeants. Vingt-cinq ans après, ils rééditent le coup. Ses animateurs, qui sont recrutés dans leur totalité parmi les militants de la gauche (trotskyste), viennent de remporter une manche importante dans leur lutte pour l'instauration d'une démocratie durable en Tunisie.

A. B.

LES RÉGIMES DU MAGHREB PÉTRIFIÉS PAR LA CHUTE DE BEN ALI

La communauté internationale soutient le peuple tunisien

La communauté internationale a apporté, hier, son soutien au peuple tunisien suite au départ de Zine El-Abidine Ben Ali. Le gouvernement français, principal allié du président déchu, a décidé de geler ses avoirs financiers. Les pays du Maghreb, dont l'Algérie, n'ont toujours pas daigné réagir officiellement.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les déclarations de soutien au peuple tunisien se sont succédé ces dernières quarante-huit heures suite à la chute du régime de Zine El-Abidine Ben Ali.

Le président américain Barack Obama a été un des premiers chefs d'Etat occidentaux à réagir en saluant «la dignité et le courage du peuple tunisien». Pour sa part, le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a appelé les parties à redoubler d'effort afin de régler pacifiquement les problèmes, afin d'éviter de nouvelles victimes et prévenir de nouvelles violences». En Europe, Catherine Ashton, la responsable de la diplomatie de l'UE, a exprimé officiellement son soutien aux aspirations démocratiques en Tunisie. «Nous voulons exprimer notre

soutien aux Tunisiens et notre reconnaissance de leurs aspirations démocratiques auxquelles on devrait répondre d'une manière pacifique», notera-t-elle. Position qui rejoint celle du gouvernement allemand qui, par la voix de la chancelière Angela Merkel, a appelé à l'instauration «d'une véritable démocratie». Pour sa part, la France se dit «prête à répondre à toute demande de concours afin que le processus démocratique se déroule de la façon la plus incontestable». Cette proposition, rendue publique dans un communiqué officiel du palais de l'Elysée, tranche avec l'offre «d'assistance sécuritaire» présentée par Michèle Alliot-Marie pour permettre à la police tunisienne de mater les manifestants. Mieux, la France semble avoir définitivement tourné la page de son «ami Ben



Photo : D. R.

Ali» en décidant de bloquer «les mouvements financiers suspects d'avoirs tunisiens». «La France a pris les dispositions nécessaires pour que les mouvements financiers suspects concernant des avoirs tunisiens en France soient bloqués administrativement, conformément à

la législation. Elle est à la disposition des autorités constitutionnelles pour répondre, sans délai, à toute demande sur des avoirs tunisiens en France», souligne le communiqué officiel de la présidence française. Pris de court par les événements, le gouvernement de Nicolas

Sarkozy est aujourd'hui dans l'obligation de changer de position afin de défendre ses intérêts dans ce pays. Dans le monde arabe, on relève peu de déclarations officielles de soutien au peuple tunisien à l'exception du gouvernement égyptien, de l'Etat du Qatar et de la Ligue arabe. «L'Egypte affirme son respect des choix du peuple tunisien et est confiante, la sagesse des frères tunisiens les incitera à la retenue et empêchera le pays de plonger dans le chaos», précisait, hier, Le Caire. De son côté, la Ligue arabe a lancé un appel «à toutes les forces politiques, ainsi qu'aux représentants de la société tunisienne et aux officiels, d'être unis pour le bien du peuple et pour réaliser la paix civile». Au Maghreb, l'effondrement du régime dictatorial de Zine El Abidine Ben Ali semble avoir pétrifié les gouvernements de la région. Dans ces pays, aucun responsable officiel n'a encore daigné réagir pour saluer, ou même critiquer, la libération du peuple tunisien.

T. H.